

Chapitre 1

Le rôle de l'éducation et des compétences dans le monde d'aujourd'hui

La conjoncture économique actuelle fait apparaître de nouveaux défis qui influent sur l'avenir des enfants et des jeunes. L'accès à l'éducation s'est sensiblement amélioré, certes, mais de bonnes études ne sont plus le gage d'un bon travail ; et les jeunes ont été particulièrement touchés par la hausse du chômage après la crise économique. Des problèmes tels que l'obésité et le désintérêt pour la chose publique prennent aussi de l'ampleur, alors que le vieillissement démographique et les perspectives environnementales sont source de préoccupation. De plus, les inégalités tendent à se creuser sur le marché du travail et dans les retombées sociales. L'éducation recèle un grand potentiel pour relever ces défis, car elle a le pouvoir de renforcer une série de compétences. Les compétences cognitives importent, mais des compétences sociales et affectives, telles que la persévérance, la maîtrise de soi et la résilience, sont tout aussi importantes. Toutes ces compétences sont à renforcer pour que les individus et les sociétés prospèrent.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

« La plus grande gloire dans la vie ne réside pas dans le fait de ne jamais tomber, mais dans celui de se relever à chaque fois que l'on tombe. »

Nelson Mandela

Les objectifs de ce rapport

Les enfants ont besoin d'un ensemble équilibré d'aptitudes cognitives, sociales et affectives pour s'adapter au monde exigeant, évolutif et imprévisible d'aujourd'hui. Ce sont ceux qui sont capables de réagir avec souplesse aux défis économiques, sociaux et technologiques du XXI^e siècle qui ont les plus grandes chances de vivre une vie prospère, heureuse et saine. Les compétences sociales et affectives sont particulièrement importantes pour faire face à l'imprévu, gérer des demandes multiples, maîtriser ses impulsions et bien travailler avec d'autres.

Contrairement à des préjugés courants, les enfants ne naissent pas avec un ensemble donné d'aptitudes qu'ils ne peuvent guère améliorer. Les enfants ne naissent pas avec « la bosse des maths », « l'âme d'un artiste » ou « la bienveillance chevillée au corps ». Les enfants naissent avec une grande capacité de développer ces aptitudes, mais c'est l'environnement d'apprentissage auquel ils sont exposés durant leur enfance et leur adolescence qui détermine s'ils développeront ou non ces aptitudes. Il ressort de certaines études que le cerveau se distingue par une grande plasticité, une énorme capacité à apprendre, à changer et à se développer durant cette période. Les compétences sont malléables ; elles peuvent être développées par la pratique et renforcées par des expériences au quotidien. Les compétences cognitives, sociales et affectives peuvent se développer indépendamment les unes des autres, mais elles peuvent aussi s'influencer les unes les autres à mesure que les individus les développent. Ainsi, les enfants qui font preuve de maîtrise d'eux-mêmes sont plus susceptibles de lire un livre jusqu'au bout, de terminer un devoir de mathématiques ou de mener un projet de sciences à bien, autant d'atouts qui contribuent au renforcement de leurs compétences cognitives.

Parmi les responsables politiques, les enseignants et les parents, nombreux sont ceux qui savent que les compétences sociales et affectives sont cruciales pour les perspectives d'avenir des enfants. Toutefois, ils manquent généralement d'informations sur les types spécifiques de compétences qu'il convient de développer et sur la meilleure manière d'y parvenir.

C'est la raison pour laquelle le présent rapport fournit des éléments d'information sur :

- les compétences sociales et affectives qui améliorent les perspectives économiques et sociales des individus (et la façon dont elles les améliorent)
- les contextes d'apprentissage qui façonnent le développement des compétences sociales et affectives des enfants (et la façon dont ils façonnent ce développement)
- la mesure dans laquelle les acteurs de l'éducation reconnaissent l'importance du renforcement des compétences sociales et affectives et proposent des politiques, des pratiques et des évaluations en vue d'encourager ce renforcement.

Ce rapport se termine par une analyse qui met en rapport les politiques et pratiques en vigueur dans l'éducation avec ce que l'on connaît des compétences et des contextes d'apprentissage qui importent et de la façon dont il faut renforcer ces compétences. Il décrit une série de mesures que les pouvoirs publics, la direction des établissements et les chercheurs peuvent prendre pour combler les lacunes et, ce faisant, améliorer, pendant l'enfance, le développement de compétences qui permettent aux individus de bénéficier de retombées sociales positives leur vie durant et de contribuer à la prospérité sociétale.

Le paysage socio-économique d'aujourd'hui

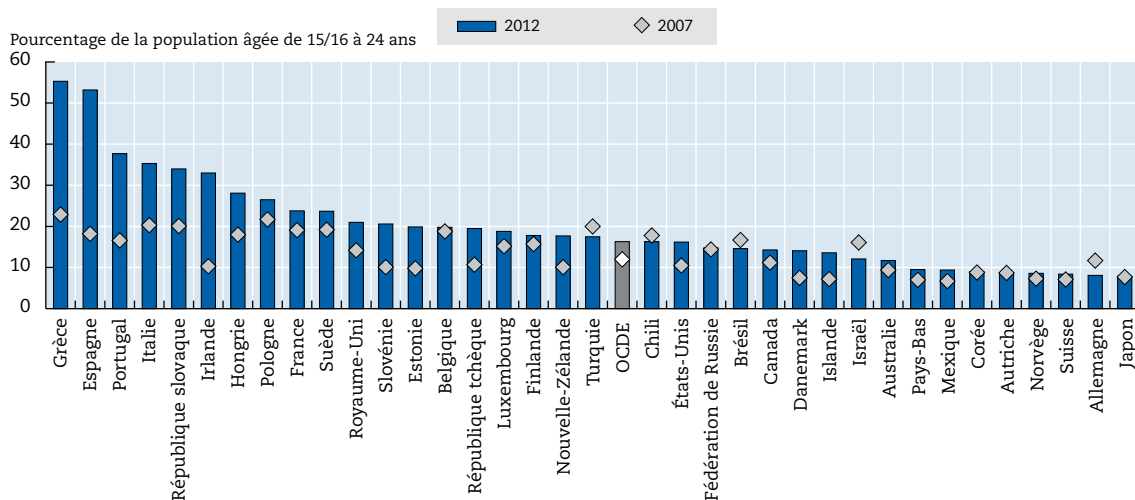
Dans la conjoncture socio-économique actuelle, des approches novatrices probantes s'imposent pour renforcer le bien-être individuel et le progrès social


La crise économique récente a fait de gros dégâts dans notre société, et les jeunes comptent parmi les groupes les plus durement touchés. Aujourd'hui, le chemin des jeunes vers l'indépendance économique et la satisfaction à l'égard de l'existence est parsemé d'embûches. Les tendances mondiales jettent aussi de nouveaux défis, tels que le vieillissement démographique, l'éclatement des familles, l'érosion de la confiance et les menaces pour l'environnement. De plus, les inégalités se creusent dans un certain nombre de dimensions socio-économiques. Cette section donne un aperçu du paysage socio-économique actuel dans des pays de l'OCDE et des économies partenaires.

L'élévation du niveau de formation est l'un des plus grands accomplissements sociétaux de ces dernières décennies. Selon les chiffres de 2012, on compte chez les individus âgés de 25 à 34 ans près de 40 % de diplômés de l'enseignement tertiaire, et 17 % seulement d'entre eux ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (OCDE, 2014). C'est un accomplissement important, sachant qu'un niveau de formation élevé est en corrélation positive avec un certain nombre de retombées socio-économiques souhaitables. Toutefois, il est apparu clairement ces dernières années que de bonnes études ne suffisaient plus pour trouver et garder un emploi, en particulier en temps de crise économique. Dans le même temps, les employeurs peinent aussi à recruter des collaborateurs qui ont les compétences qu'ils recherchent.

Les taux de chômage sont élevés dans la plupart des pays de l'OCDE. Ils ont sensiblement augmenté lors de la récente crise, et ils restent à des niveaux records dans de nombreux pays. Ce sont les individus peu diplômés, en particulier les jeunes, qui ont le plus souffert (voir la figure 1.1). En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le taux de chômage des jeunes a augmenté de plus de 4 points de pourcentage (passant de 12,0 % à 16,3 %) entre 2007 et 2012 (OCDE, 2013a). La transition des études à la vie active est devenue de plus en plus difficile pour les nouvelles générations, quel que soit leur niveau de formation. Toutefois, ce sont les jeunes moins instruits qui ont éprouvé le plus de difficultés (OCDE, 2014). Les approches visant à améliorer les perspectives d'emploi des jeunes devraient privilégier le renforcement des compétences sociales et affectives, telles que la persévérance, le sens des responsabilités et la motivation. Il ressort de la littérature que ces types de compétences jouent un rôle important dans la réussite sur le marché du travail (Kautz et al., 2014).

Figure 1.1. **Le taux de chômage des jeunes est à son niveau le plus élevé dans de nombreux pays de l'OCDE**



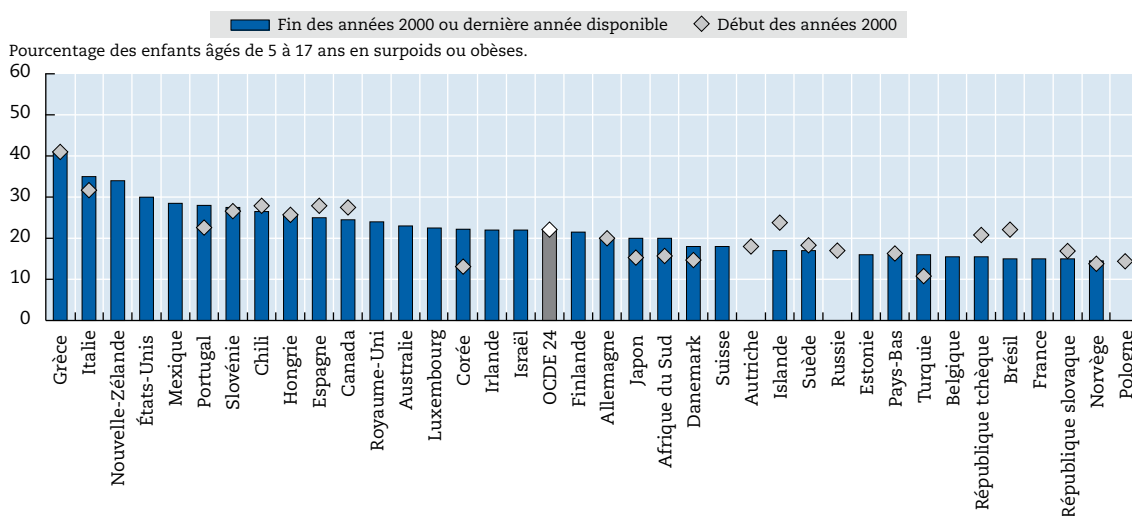
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933163629>

Note : Les pays sont classés par ordre décroissant selon le taux de chômage des jeunes en 2012.

Source : OCDE (2013a), Base de données de l'OCDE sur l'emploi, www.oecd.org/employment/database (consulté le 12 février 2014).

Les problèmes de santé sont de plus en plus préoccupants aussi. La diminution des degrés d'activité physique dans la vie professionnelle et privée ainsi que durant les loisirs compte parmi les facteurs principaux qui contribuent à l'accroissement des taux d'obésité (OCDE, 2010a, 2013b). Les taux varient considérablement entre les pays, mais ils ont augmenté à un rythme constant depuis les années 1980, tant chez les adultes que chez les enfants, dans la plupart des pays. Aujourd'hui, dans 20 des 34 pays de l'OCDE, le pourcentage d'adultes obèses ou en surpoids est supérieur à 50 % (OCDE, 2013b). L'obésité infantile est élevée aussi (voir la figure 1.2) : plus de 20 % des enfants âgés de 5 à 17 ans sont classés dans la catégorie des individus obèses ou en surpoids (OCDE, 2013b). L'obésité est un problème majeur de santé publique, car c'est un facteur de risque dans de nombreux troubles physiques (dont le diabète et les maladies cardiovasculaires), mentaux (dont ceux provenant d'une mauvaise image de soi et de l'anxiété) et sociaux (dont le harcèlement). Les approches qui renforcent les compétences sociales et affectives peuvent contribuer à lutter contre l'obésité en amenant les individus à opter pour des modes de vie plus sains, à rester en forme, à maîtriser leurs impulsions et à entretenir de bonnes relations personnelles (OCDE, 2010b).

Figure 1.2. Un enfant sur cinq souffre de surpoids

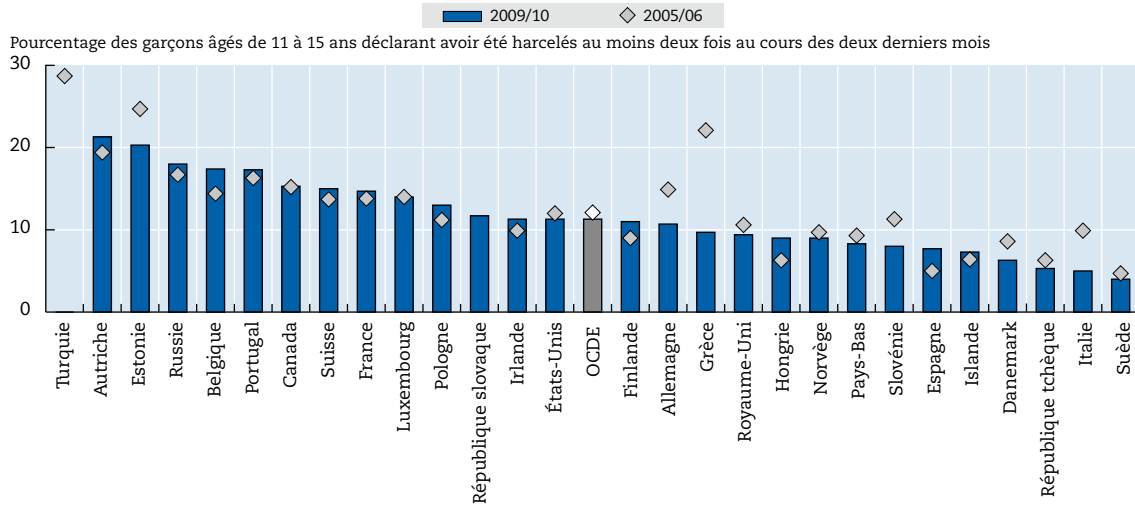
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933163630>

Note : Les pays sont classés par ordre décroissant selon le surpoids observé à la fin des années 2000. Les estimations sont basées sur les enquêtes nationales portant sur la mesure du poids et de la taille. Les chiffres représentent une moyenne non pondérée de la prévalence chez les garçons et les filles. Les données concernant le début des années 2000 ne sont pas disponibles pour les pays suivants : Australie, Finlande, France, Irlande, Israël, Corée, Luxembourg, Mexique, Nouvelle-Zélande, Suisse et États-Unis. Les données concernant la fin des années 2000 ne sont pas disponibles pour les pays suivants : Autriche, Pologne et Fédération de Russie.

Source : OCDE (2011a), « OECD Health at a Glance 2011: OECD Indicators », Editions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2011-en et OCDE (2013b), « OECD Health at a Glance 2013: OECD Indicators », Editions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2013-en.

Le harcèlement chez les jeunes est un problème social grave qui est courant et qui peut avoir des répercussions à l'âge adulte. À l'adolescence, un garçon sur dix environ a déclaré être harcelé à l'école¹ dans les pays de l'OCDE (voir la figure 1.3) ; un pourcentage similaire de garçons ont déclaré harceler autrui (Currie et al., 2012). Rien ne montre que le phénomène du harcèlement a pris de l'ampleur depuis la première édition de l'étude HBSC (Health and Behaviour of School-aged Children), en 1994. Toutefois, de nouvelles formes de harcèlement, en ligne ou par téléphone, qui ont fait leur apparition avec l'émergence des réseaux sociaux, ne sont pas prises en considération dans cette étude. Le harcèlement en ligne est moins fréquent que le harcèlement hors ligne, mais il peut faire plus de mal (Livingstone et al., 2011). Les interventions qui promeuvent l'estime de soi, la maîtrise des émotions (comme la colère et l'agressivité) et la résilience peuvent contribuer à réduire le harcèlement, des coûts sociaux et sanitaires afférents sur le long terme (Wolke et al., 2013).

Figure 1.3. **Un garçon sur dix déclare être harcelé à l'école**



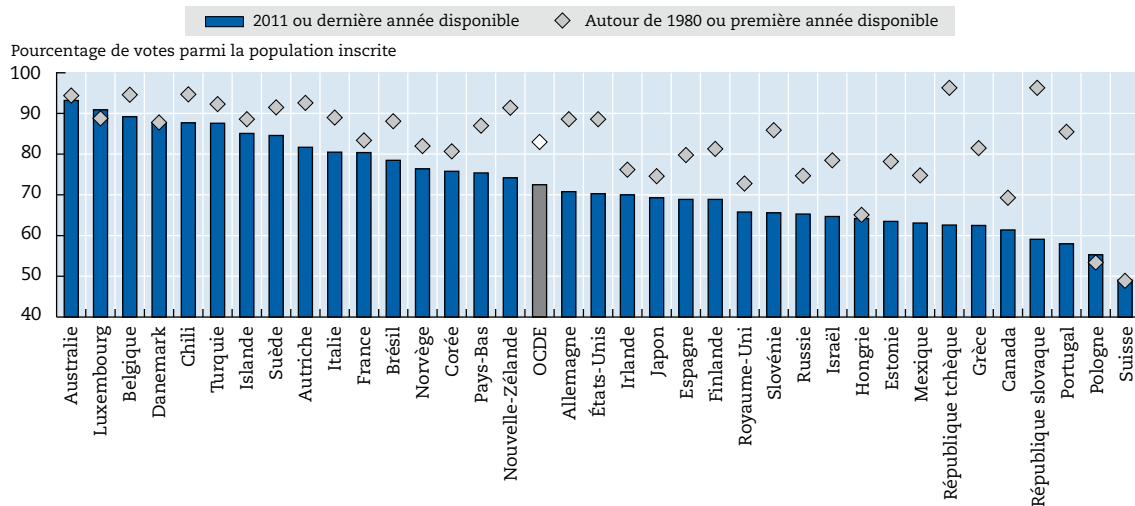
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933163645>

Note : Les pays sont classés par ordre décroissant selon le harcèlement déclaré en 2009/10. Aucune donnée n'est disponible pour les pays suivants : Australie, Chili, Israël, Japon, Corée, Mexique, Nouvelle-Zélande, République slovaque (2005/06) et Turquie (2009/10). Les données concernant le Royaume-Uni n'incluent pas l'Irlande du Nord.

Source : Données pour 2005/06 : Currie, C., et al. (2008), « Inequalities in Young People's Health: HBSC International Report from the 2005/2006 Survey », Bureau régional pour l'Europe, Publications de l'OMS (Organisation mondiale de la Santé), Copenhague. Données pour 2009/10 : Currie, C., et al. (2012), « Social Determinants of Health and Well-being Among Young People: HBSC International Report from the 2009/2010 Survey », Bureau régional pour l'Europe, Publications de l'OMS, Copenhague.

L'engagement civique et social a décliné dans les pays de l'OCDE. Les niveaux de confiance dans les gouvernements et les institutions ont diminué dans la plupart des pays de l'OCDE après la crise économique mondiale (OCDE, 2013c). C'est dans les pays où les taux de chômage sont élevés que la confiance s'est le plus érodée (OCDE, 2013c). De même, le pourcentage de votants a diminué dans la majorité des pays de l'OCDE (voir la figure 1.4). Quant aux aspects positifs, il convient de signaler que la tendance inverse s'observe concernant l'entraide et le bénévolat, qui ont tous deux augmenté depuis que la crise a éclaté. Certains signes montrent que les individus se tournent davantage vers leur famille et leurs amis que vers les institutions quand ils ont besoin d'aide.

Figure 1.4. **Les taux de participation électorale ont diminué**



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933163657>

Note : Les pays sont classés par ordre décroissant selon les taux de participation électorale en 2011 ou lors de la dernière année pour laquelle ils sont disponibles. Pour certains pays, la participation aux élections présidentielles et aux élections régionales peut être plus élevée que pour les élections législatives nationales, peut-être parce que les personnes élues lors de ces scrutins sont plus importantes sur le plan constitutionnel au regard de la manière dont ces pays sont dirigés. De plus, des élections relativement fréquentes peuvent entraîner une diminution de la participation (comme en Suisse par exemple).

Source : OCDE (2013c), « Well-being and the global financial crisis », dans « How's Life? 2013: Measuring Well-being », Editions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/how-life-2013-7-en>.

La satisfaction à l'égard de l'existence est également en recul, en particulier dans les pays les plus touchés par la crise (OCDE, 2013c). Cela peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs, mais des taux de chômage plus élevés jouent vraisemblablement un rôle important (OCDE, 2013c). Le chômage induit non seulement des pertes matérielles et un stress mental, mais également la perte d'autres avantages liés au fait de travailler, notamment l'estime de soi et les relations sociales. De plus, des études récentes suggèrent que l'optimisme des individus concernant la satisfaction que leur procurera leur vie à l'avenir s'est réduit durant les années qui ont suivi la crise (OCDE, 2013c).

Les inégalités en matière de retombées économiques et sociales sont manifestes dans les pays de l'OCDE et les économies partenaires. Les inégalités de revenus se sont creusées dans la plupart des pays de l'OCDE entre le milieu des années 1980 et la fin des années 2000 et elles se sont aussi creusées sous l'effet de la crise (OCDE, 2008 ; 2011b). La répartition inégale des richesses se traduit par un accès inégal aux biens et services, y compris dans le secteur de l'éducation et de la santé. Sans surprise, le niveau de formation et l'état de santé suivent un gradient social : plus les individus sont défavorisés, moins leur niveau de formation et leur état de santé sont bons (OMS, 2008). La mobilité sociale est donc un objectif de plus en plus difficile à atteindre. Aujourd'hui, la réussite des jeunes dépend plus de leurs compétences et de leur motivation. Les enfants issus de milieux moins favorisés ont besoin de plus de soutien pour développer les compétences sociales et affectives qui les aideront à avoir les mêmes chances dans la vie que les enfants issus de milieux plus favorisés.

Les tendances à long terme lanceront d'autres défis

Avec le vieillissement de la population, auquel viennent s'ajouter l'évolution de la taille et de la structure des familles, l'activité des parents et les menaces environnementales, des pressions plus fortes s'exercent sur les pouvoirs publics, les familles et la société en général. De plus, le progrès technologique a un effet majeur sur la façon dont les individus étudient, travaillent et entretiennent des relations sociales et continuera de transformer nos sociétés.

L'allongement de l'espérance de vie et la diminution des taux de fécondité entraînent le vieillissement démographique. En d'autres termes, les individus dépendants seront de plus en plus nombreux pour des individus économiquement actifs de moins en moins nombreux, ce qui pourrait se traduire par une augmentation des coûts à charge des gouvernements et de la société dans des secteurs tels que la santé, les retraites et les soins de longue durée. En 2011, les citoyens de l'OCDE pouvaient s'attendre à vivre plus de 80 ans, soit dix ans de plus qu'en 1970 (OCDE, 2013b). Dans le même temps, les familles sont en-deçà ou proches du taux de remplacement de deux enfants par femme dans les pays de l'OCDE (OCDE, 2013d).

La nature du soutien aux familles – financier et non financier – évolue à mesure que les familles deviennent plus petites et moins stables et que le nombre de femmes qui travaillent augmente. La norme aujourd'hui, dans les pays de l'OCDE, c'est que les deux conjoints travaillent. Parmi les mères dont les enfants sont âgés de moins de 15 ans, deux sur trois travaillent dans les pays de l'OCDE (OCDE, 2013d). Cette tendance devrait s'accroître, sachant que de plus en plus de femmes décrochent un diplôme tertiaire et nourrissent de grandes ambitions professionnelles (OCDE, 2012a). Des familles plus petites signifient qu'il y a moins d'individus sur qui on peut répartir la charge que représente le fait de s'occuper des enfants et des personnes âgées. De plus, la multiplication des familles non traditionnelles et l'augmentation du taux d'activité des femmes auront pour conséquence que les familles éprouveront plus de difficultés à apporter et à recevoir le soutien nécessaire. L'évolution des structures familiales ainsi que le vieillissement de la population constituent de nouveaux défis de taille pour la solidarité intra- et intergénérationnelle. Amener les enfants à devenir des citoyens engagés et socialement responsables peut contribuer à relever les défis découlant de la réduction des réseaux familiaux.

Les pressions environnementales constituent un autre problème majeur que nos sociétés doivent admettre et dont elles doivent s'occuper. L'OCDE a mis en évidence des problèmes clés

auxquels il est urgent de s'attaquer pour mettre un terme à la surexploitation et à l'épuisement des ressources naturelles de la planète. Ces problèmes sont les changements climatiques perturbateurs, l'appauvrissement continu de la biodiversité, les pressions sur les ressources d'eau douce et les répercussions sanitaires de la pollution de l'air urbain (OCDE, 2012b). Des citoyens activement engagés et respectueux de l'environnement sont essentiels pour réduire l'empreinte que la société laisse sur la planète.

De plus, la mondialisation et le progrès technologique vont continuer à provoquer des changements qui creuseront les inégalités. Des inégalités qui, à leur tour, seront à l'origine d'une distribution plus inégale des ressources et des soutiens, les familles moins favorisées devenant moins capables de se procurer les biens et services d'éducation. À défaut d'efforts supplémentaires, les enfants issus de milieux moins favorisés continueront donc de perdre du terrain par rapport aux enfants issus de milieux plus favorisés, et la mobilité sociale deviendra un objectif plus difficile à atteindre. Notre société mondialisée a besoin d'individus qui sont à même de comprendre l'impact de leurs actes sur autrui, de s'adapter rapidement et de réussir quels que soient les défis imprévus de demain.

Les enjeux politiques sont nombreux et requièrent de meilleures politiques pour inverser les tendances et améliorer les perspectives d'avenir. La récente crise économique a amplifié le fait que dans un marché mondial concurrentiel, les diplômés ne suffisent plus pour trouver et garder un emploi de qualité. Il est clair qu'un éventail plus large de compétences s'impose pour réussir sur le marché du travail, entretenir sa famille, élever ses enfants, mener une vie saine, aider les autres et être un membre actif de la société. Les responsables politiques cherchent de plus en plus à comprendre comment renforcer ces types de compétences chez les enfants et les jeunes.

L'éducation a un rôle à jouer pour relever les défis d'aujourd'hui

L'éducation peut avoir une influence positive sur les retombées sociales et économiques...

L'éducation peut incontestablement améliorer les retombées socio-économiques des individus et renforcer le progrès social. Dans l'ensemble, les individus plus instruits sont plus susceptibles que les individus moins instruits de travailler, de s'estimer en bonne santé, de mener une vie plus saine, de participer plus activement à la vie de la société et de retirer une plus grande satisfaction de leur existence (OCDE, 2010b ; 2014). Cette relation positive continue de s'observer même après contrôle de l'âge, du sexe et du milieu socio-économique. Toutefois, cette relation n'est pas linéaire, et son intensité varie entre les indicateurs et entre les niveaux de formation (OCDE, 2010b). De plus, les liens et mécanismes de causalité des effets de l'éducation sur les retombées sociales sont encore mal compris (OCDE, 2010b).

Il ressort de travaux antérieurs de l'OCDE que l'éducation peut avoir un rôle important pour promouvoir des retombées positives dans la vie. L'éducation peut par exemple protéger contre le chômage et l'inactivité : c'est parmi les diplômés de l'enseignement tertiaire que les taux d'activité sont les plus élevés et parmi les individus qui ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire qu'ils sont les moins élevés (OCDE, 2014). De même, le pourcentage de jeunes qui ne sont ni actifs, ni en formation est moins élevé chez les individus très instruits (soit ceux qui sont diplômés de l'enseignement tertiaire) que les individus peu instruits (soit ceux qui ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire) : il s'établit à 13 % environ chez les premiers, mais à 16 % environ chez les seconds dans les pays de l'OCDE (OCDE, 2014).

De même, les retombées positives en matière de santé sont en forte corrélation avec le niveau de formation. L'espérance de vie varie par exemple sensiblement selon le niveau de formation (en particulier chez les hommes). Dans le pays type de l'OCDE, les trentenaires très instruits peuvent espérer vivre plus longtemps que leurs homologues moins instruits : leur gain est de huit ans chez

les hommes et de quatre ans chez les femmes (OCDE, 2012c). De même, les adultes diplômés de l'enseignement tertiaire sont dans l'ensemble moins susceptibles d'être obèses que les adultes moins instruits (OCDE, 2012c). Des retombées plus positives s'observent aussi dans le domaine de la santé chez les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. En moyenne, les individus diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire sont plus susceptibles de s'estimer en bonne santé physique et mentale. Ils sont aussi moins susceptibles d'adopter des comportements à risque, par exemple de fumer ou de consommer de l'alcool (OCDE, 2010b ; 2012c).

L'engagement civique et social est également en relation positive avec le niveau de formation. En moyenne, les individus plus instruits sont plus susceptibles que les individus moins instruits de faire du bénévolat, de s'intéresser à la politique, de voter et de se fier à autrui (OCDE, 2010b). Dans les pays de l'OCDE, le taux de participation électorale des adultes (soit les 25-64 ans) varie de 14.8 points de pourcentage entre les individus selon qu'ils sont très instruits ou peu instruits (OCDE, 2012c). L'engagement civique et social des individus est susceptible d'être influencé non seulement par leur propre niveau de formation, mais également par celui des membres de leur famille, de leurs pairs et de leur communauté.

Il ressort des éléments recueillis récemment par l'OCDE dans le cadre de l'Évaluation des compétences des adultes qu'il existe une forte association positive entre le niveau de formation et les retombées sociales, dont l'état de santé perçu, le bénévolat, la confiance interpersonnelle et l'efficacité politique (OCDE, 2013e ; 2014). Concernant l'état de santé perçu par exemple, le pourcentage d'adultes qui s'estiment « en bonne santé » est plus élevé de 23 points de pourcentage chez les diplômés de l'enseignement tertiaire que chez les individus qui ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (OCDE, 2014).

... en développant les compétences des individus

L'éducation peut contribuer à améliorer les retombées sociales en aidant les individus à développer des compétences. Il ressort de travaux antérieurs de l'OCDE qu'une part considérable du rendement de l'éducation s'explique par le développement des compétences cognitives, sociales et affectives (voir l'encadré 1.1). Les résultats d'autres études de l'OCDE, dont le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) et l'Évaluation des compétences des adultes, montrent également l'importance des compétences dans l'obtention de retombées positives (OCDE, 2013e ; 2013f).

L'éducation peut amener les individus à acquérir un éventail de compétences qui leur permettront de mieux relever les défis que la vie leur réserve au quotidien. Les compétences cognitives telles que celles associées à la compréhension de l'écrit, à la numératie et à la culture scientifique permettent aux individus de mieux comprendre l'information, de prendre des décisions et de résoudre des problèmes. Les compétences sociales et affectives telles que la persévérance, la stabilité émotionnelle et la sociabilité importent aussi pour obtenir des retombées positives. Ces compétences permettent aux individus de mieux traduire leurs intentions en actes ; d'établir des relations positives avec leurs proches, avec leurs amis et avec les membres de leur communauté ; et d'éviter d'adopter des modes de vie qui ne sont pas sains et des comportements à risque. Les compétences sociales et affectives sont aussi importantes que les compétences cognitives pour façonner les retombées (Heckman, Stixrud et Urzua, 2006 ; Kautz et al., 2014).

Parallèlement, les résultats de 2012 de l'enquête PISA montrent qu'avoir une meilleure image de soi, être plus motivé et nourrir de plus grandes ambitions² est en corrélation avec un niveau de compétence plus élevé en compréhension de l'écrit (OCDE, 2013g). La performance inférieure des filles en mathématiques est par exemple associée au fait qu'elles ont moins confiance que les garçons dans leur capacité de réussir à l'école. Dans les pays les plus performants, l'écart plus ténu de score entre les sexes en mathématiques est associé au fait que les élèves se sentent plus

confiants en leurs aptitudes (OCDE, 2013f). Des pays d'Asie orientale comptent parmi les pays les plus performants aux épreuves PISA de 2012, ce qui peut en partie s'expliquer par la valeur culturelle de l'« effort », qui serait l'une des clés de la réussite. De même, il ressort de l'Évaluation des compétences des adultes que les compétences en littératie et en numératie ainsi que les qualifications sont des variables prédictives importantes des retombées liées au marché du travail, à la santé, au bénévolat et à la participation à la vie politique (OCDE, 2013e).

Encadré 1.1. Le projet de l'OCDE « Enjeux sociaux de l'apprentissage »

L'OCDE a mesuré le rôle de l'apprentissage dans l'amélioration des retombées liées à la santé et de la cohésion sociale depuis 2005. Le projet « Enjeux sociaux de l'apprentissage » (*Social Outcomes of Learning, SOL*) analyse les relations, les liens et mécanismes de causalité et les contextes dans lesquels l'éducation est susceptible de promouvoir des modes de vie sains et l'engagement citoyen et social actif. Lors de la première phase du projet (2005-07), un cadre conceptuel a été défini et les éléments disponibles au sujet de divers domaines de la santé et de l'engagement citoyen et social ont été classés : *Comprendre l'impact social de l'éducation* (OCDE, 2007). Lors de la deuxième phase (2008-09), les travaux ont porté sur des sous-domaines de la santé (l'obésité, la santé mentale et l'abus d'alcool) et l'engagement citoyen et social (le bénévolat, l'intérêt pour la politique et la confiance et la tolérance) pour déterminer si l'éducation pouvait contribuer à améliorer ces retombées sociales et, dans l'affirmative, dans quelle mesure, au bénéfice de qui et dans quelles conditions : *L'éducation, un levier pour améliorer la santé et la cohésion sociale* (OCDE, 2010b).

Les principales conclusions du projet SOL sont les suivantes :

- L'éducation — formelle, informelle et non formelle — peut contribuer à améliorer le progrès social et le bien-être, essentiellement grâce au développement des compétences.
- Les compétences — cognitives, sociales et affectives — sont des vecteurs importants par lesquels l'éducation influe sur les retombées sociales.
- L'éducation compte parmi les stratégies les plus rentables à adopter pour relever des défis sociaux dans le domaine de la santé, de l'engagement civique et de la criminalité.
- La force de l'éducation est limitée si les compétences cognitives, sociales et affectives des enfants ne sont pas développées à un stade précoce.
- Les parents, les enseignants, les chefs d'établissement et la communauté jouent un rôle important pour promouvoir les modes de vie sains et la citoyenneté active.
- La cohérence politique s'impose entre les secteurs et les niveaux d'enseignement.

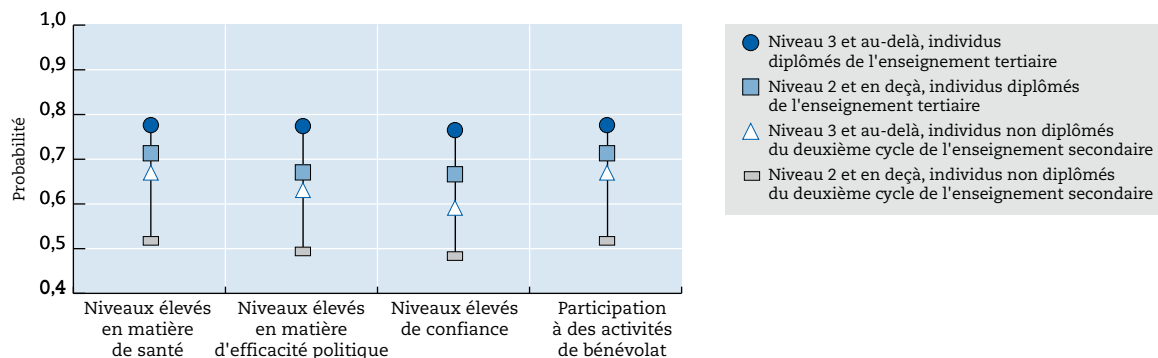
L'étude a également mis en lumière le manque de données à un certain nombre d'égards :

- On dispose de peu d'éléments sur les effets de l'éducation et sur les mécanismes de causalité. La plupart des études sur la causalité se concentrent sur les établissements d'enseignement secondaire, et les études sur les niveaux préprimaire, primaire et tertiaire sont très rares.
- On en sait peu à propos des approches qui, dans les programmes de cours, renforcent les compétences cognitives, sociales et affectives requises pour promouvoir le progrès social.
- Les microdonnées longitudinales sont rares, alors qu'elles sont essentielles pour comprendre les relations complexes entre les contextes d'apprentissage, les compétences et les retombées.
- On dispose de peu d'éléments au sujet de l'influence de l'éducation sur des domaines sociaux, tels que le comportement écologique.

La figure 1.5 indique la probabilité que les adultes fassent état de retombées sociales positives selon leur niveau de formation et leur niveau de littératie³ dans les pays participants⁴. La probabilité la plus élevée de bénéficier de retombées sociales positives est associée au fait d'être très compétent en littératie et d'avoir un très bon niveau de formation. Toutefois, avoir un très bon niveau de formation ne suffit pas à lui seul à garantir la probabilité la plus élevée de retombées sociales positives. La probabilité de retombées sociales positives des diplômés de l'enseignement tertiaire peu compétents en littératie est plus proche de celle des adultes peu instruits, mais très compétents

en littératie. Il apparaît donc que le niveau de formation est nécessaire pour bénéficier de meilleures retombées sociales, mais que les compétences importent aussi. L'impact du niveau de formation peut être amplifié par de meilleures compétences.

Figure 1.5. **Des niveaux élevés de littératie augmentent la probabilité de bénéficier de retombées sociales positives**



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933163669>

Note : Les estimations présentées représentent la moyenne des pays participants de l'OCDE. En littératie, les individus qui se situent au niveau 2 de l'échelle de compétence ou en deçà sont capables de lire des textes courts sur des sujets qui leur sont familiers, de comprendre du vocabulaire élémentaire, de déterminer le sens de phrases, de comparer et de confronter des éléments d'information et de faire des inférences de rang inférieur. Les individus qui parviennent à se hisser au niveau 3 de l'échelle de compétence voire au-delà sont à tout le moins capables de comprendre des textes denses ou longs, qu'ils soient continus, non continus ou mixtes ou qu'ils comprennent plusieurs pages, et d'y réagir (OCDE, 2013e).

Source : OCDE (2013e), « Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013: Premiers résultats de l'évaluation des compétences des adultes », Editions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264204256-en>.

L'éducation et les compétences peuvent également jouer un rôle important dans la réduction des inégalités socio-économiques

L'éducation a joué un rôle central pour lutter contre l'augmentation des inégalités de revenus durant les dix dernières années (OCDE, 2011b). L'accroissement du nombre de diplômés de l'enseignement tertiaire a contribué à compenser les disparités générées par d'autres facteurs tels que l'évolution sur le marché du travail et le progrès technologique. Les taux d'accès et de scolarisation de l'enseignement tertiaire sont toutefois en forte corrélation avec le milieu socio-économique.

Les jeunes issus de milieux défavorisés éprouvent plus de difficultés à terminer leurs études et à obtenir de bons résultats scolaires. Les résultats de 2012 de l'enquête PISA montrent que la performance varie selon le milieu socio-économique dans tous les pays, mais qu'elle varie plus dans certains pays que dans d'autres. En mathématiques par exemple, les élèves issus de milieux socio-économiques favorisés ont obtenu en moyenne 90 points de plus que les élèves issus de milieux moins favorisés, un écart qui représente l'équivalent de deux années d'études (OCDE, 2013f). Dans la plupart des pays, ces disparités n'ont guère évolué depuis que l'enquête PISA a commencé à évaluer les performances des élèves, en 2000 (OCDE, 2013f).

Les écarts de performance apparaissent dès la prime enfance. Les compétences cognitives, sociales et affectives développées durant les premières années de la vie jettent les bases du futur potentiel ; c'est sur les compétences de base acquises à un stade précoce que s'édifient les compétences cognitives, sociales et affectives. L'acquisition de bonnes compétences de base au cours des premières années de vie augmente la probabilité de retombées positives ; à défaut de bonnes compétences de base, des difficultés sont à craindre. Des effets cumulés sont générés par ce que les enfants apprennent et ce qu'ils n'apprennent pas. Toutefois, les compétences sont malléables et il est possible de modifier des trajectoires divergentes tout au long de la vie. Les investissements précoces dans la formation des compétences sont plus susceptibles d'être efficaces pour améliorer les retombées socio-économiques et réduire les inégalités (Kautz et al., 2014).

Sur la voie d'une approche plus holistique

Ces dernières années, on a pris conscience de la nécessité d'envisager une approche plus holistique à l'égard des facteurs qui stimulent le bien-être et le progrès des sociétés. Les statistiques macroéconomiques ne peuvent décrire que de façon tronquée les conditions de vie et leur variation entre les différents groupes de la société. Durant les années de croissance économique par exemple, l'augmentation des niveaux du PIB n'est pas toujours allée de pair avec une augmentation des niveaux de satisfaction. Il était clair alors qu'il fallait concevoir des indicateurs qui reflèteraient mieux le large éventail de facteurs déterminants pour les individus et leur bien-être — et ce l'est encore plus aujourd'hui. La prospérité économique joue sur la satisfaction à l'égard de l'existence et, plus généralement, sur le bien-être, mais ce n'est pas le seul facteur. D'autres facteurs, tels que les relations personnelles, la santé, le soutien social, la sécurité personnelle, le logement et l'état de l'environnement, interviennent aussi (Layard, 2005 ; OCDE 2011c ; 2013c).

L'OCDE fait figure de pionnier sur la scène internationale dans les recherches sur l'évaluation du bien-être et du progrès social, qui l'occupent depuis plus de dix ans (voir l'encadré 1.2). Son objectif est d'éclairer les responsables politiques et de leur montrer quelles orientations choisir pour améliorer les conditions de vie, rendre les sociétés plus égalitaires et accroître les niveaux de confiance et d'engagement social et les degrés de satisfaction à l'égard de l'existence. Comme nous l'avons vu ci-dessus, l'éducation peut grandement contribuer à la réalisation de ces objectifs en renforçant les compétences cognitives, sociales et affectives des individus. Il est indispensable d'informer les responsables politiques, les enseignants et les parents sur le type de compétences cognitives et socio-affectives qu'il faut développer et sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

Encadré 1.2. Les activités de l'OCDE dans le domaine du bien-être et du progrès social

- **L'initiative du vivre mieux de l'OCDE.** Cette initiative a été lancée en 2011, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'OCDE. Elle a pour but d'élaborer des indicateurs qui rendent mieux compte du large éventail de facteurs qui se conjuguent pour former le bien-être des individus. L'indicateur du vivre mieux est un outil interactif en ligne qui fait participer les citoyens à l'évaluation du bien-être et du progrès social. Il permet aux individus de concevoir leur propre indicateur pour comparer le bien-être de leur pays à celui d'autres pays membres et partenaires de l'OCDE. Cet indicateur est constitué d'un certain nombre de critères, à savoir les revenus et la richesse, l'emploi et les salaires, l'état de santé, l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, l'éducation et les compétences, les liens sociaux, l'engagement civique et la gouvernance, la qualité de l'environnement, la sécurité personnelle et le bien-être subjectif (www.oecdbetterlifeindex.org). Le rapport **Comment va la vie ?**, qui est publié tous les deux ans, donne un aperçu du bien-être et du progrès social dans les pays membres et partenaires de l'OCDE. Il examine de très nombreux indicateurs en rapport avec trois dimensions : les conditions matérielles, la qualité de la vie et la durabilité.
- **Panorama de la société.** Ce rapport, dont la première édition remonte à 2001, est publié tous les deux ans. Il cherche à montrer si les sociétés progressent et si les mesures prises pour promouvoir le progrès ont été efficaces. Il donne un aperçu d'un grand éventail d'indicateurs sociaux, notamment sur la démographie et les caractéristiques familiales, l'emploi et le chômage, la pauvreté et l'inégalité, l'état de santé, la confiance et la tolérance. Il fournit des données sur les pays de l'OCDE et sur des économies partenaires (www.oecd.org/els/societyatagance.htm).
- **Assurer le bien-être des enfants.** Ce rapport, qui a été lancé en 2009, est le premier de l'OCDE qui envisage le bien-être sous un angle multidimensionnel (OCDE, 2009). Il passe en revue plusieurs dimensions du bien-être des enfants et les compare entre les pays de l'OCDE. Ces dimensions portent sur le bien-être matériel ; le logement et l'environnement ; l'éducation ; la santé ; les comportements à risques ; et la qualité de la vie scolaire. Pour répondre à la forte demande d'indicateurs propres aux enfants, l'OCDE a élaboré le **Module sur le bien-être des enfants**, un ensemble de données par âge sur les politiques ; les contextes familiaux et sociaux ; et les retombées (www.oecd.org/social/family/database/CWBM).

L'OCDE poursuivra ses travaux dans ce domaine au cours des prochaines années. Par ailleurs, un Groupe d'experts de haut niveau a été créé pour poursuivre les travaux de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi sur la mesure de la performance économique et du progrès social.

L'initiative « Nouvelles approches face aux défis économiques » (*New Approaches to Economic Challenges*, NAEC) est un autre projet central de l'OCDE, qui adopte une approche holistique à l'égard de divers défis socio-économiques. S'appuyant sur la riche base de connaissances de l'OCDE, ces travaux consistent à mener un processus de réflexion sur les causes de la crise mondiale et sur les enseignements à en tirer dans le but d'affiner les grilles d'analyse de l'OCDE. Lancée lors de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, l'initiative NAEC vise à intégrer de multiples dimensions dans la conception des politiques en aidant les pays à identifier les complémentarités et les conséquences imprévues des orientations politiques et les impératifs à concilier dans leur choix d'orientations. Elle analyse également les facteurs qui ont empêché les pouvoirs publics de déceler les tensions cumulées, les échecs de la régulation et les déséquilibres mondiaux qui ont précipité la crise et de s'y attaquer.

Conclusion

Ces 30 dernières années, on a assisté à de grandes avancées dans certains indicateurs du progrès social, en particulier dans ceux en rapport avec l'accès à l'éducation et la scolarisation. Toutefois, de nombreux autres indicateurs n'ont pas connu d'aussi grandes améliorations, et les progrès n'ont pas été répartis de manière uniforme. De plus, la récente crise économique a ralenti les progrès et a même provoqué des reculs à certains égards. Conjugués aux tendances mondiales actuelles, ces événements ont lancé de nouveaux défis sur la voie du bien-être et du progrès social à venir.

L'éducation peut contribuer à faire des individus des citoyens motivés, engagés et responsables en renforçant les compétences qui sont importantes. Des aptitudes cognitives telles que celles associées à la littératie et à la résolution de problèmes sont cruciales. Toutefois, les jeunes possédant d'excellentes aptitudes sociales et affectives de base sont mieux armés pour évoluer sur un marché du travail très dynamique qui privilégie les compétences, car ils sont persévérants et peuvent travailler dur. Ces jeunes sont plus susceptibles de s'épargner des troubles physiques et mentaux, car ils maîtrisent leurs impulsions, optent pour des modes de vie sains et entretiennent de solides relations humaines. Ils sont plus à même de venir en aide aux autres et de s'engager activement dans la vie de la société et dans la protection de l'environnement, grâce à leur empathie, leur altruisme et leur sollicitude. Ils sont peut-être aussi mieux préparés à surmonter les aléas de la vie, comme la perte d'un emploi, l'éclatement de la cellule familiale, une hospitalisation ou un malheur dont tout individu peut être victime, car ils savent gérer leurs émotions et s'adapter au changement.

Il faut repenser les politiques pour mieux répondre aux besoins des jeunes et mieux les préparer à relever les défis que le monde moderne leur réserve. Investir dans l'éducation et dans les compétences compte parmi les politiques les plus efficaces pour relever les nombreux défis socio-économiques et constituer des générations de citoyens prospères, engagés, responsables et heureux.

Notes

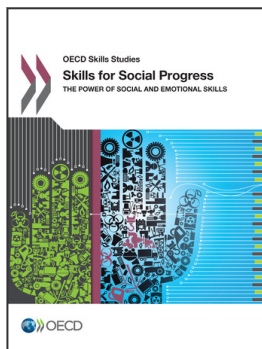
1. Dans la figure 1.3, les pourcentages de victimes de harcèlement sont calculés chez les individus de sexe masculin uniquement. Il est plus courant de harceler ou d'être harcelé chez les garçons que chez les filles (les filles sont environ 6 % à déclarer avoir été victimes de harcèlement ou à s'être livrées à des actes de harcèlement).
2. Le rapport sur l'enquête PISA de 2012 analyse plusieurs indicateurs qui sont dérivés des déclarations des élèves : la persévérance ; l'ouverture à la résolution de problèmes ; le contrôle perçu de la réussite en mathématiques et à l'école ; la responsabilité personnelle dans l'échec en mathématiques ; et la motivation intrinsèque et instrumentale à l'idée d'apprendre les mathématiques. La plupart de ces indicateurs sont construits pour mesurer les perceptions et la motivation des élèves concernant la réussite et l'échec en mathématiques et à l'école. Ils ne sont pas conçus pour évaluer des traits plus généraux de leur personnalité.

3. Le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (*Programme for the International Assessment of Adult Competencies*, PIAAC) définit la littératie comme la capacité de comprendre des textes écrits, de les évaluer, de les utiliser et de s'y engager pour participer à la société, accomplir ses objectifs et développer ses connaissances et son potentiel (OCDE, 2013e). En littératie, les individus qui se situent au niveau 2 de l'échelle de compétence ou en deçà sont capables de lire des textes courts sur des sujets qui leur sont familiers, de comprendre du vocabulaire élémentaire, de déterminer le sens de phrases, de comparer et de confronter des éléments d'information et de faire des inférences de rang inférieur. Les individus qui parviennent à se hisser au niveau 3 de l'échelle de compétence voire au-delà sont à tout le moins capables de comprendre des textes denses ou longs, qu'ils soient continus, non continus ou mixtes ou qu'ils comprennent plusieurs pages, et d'y réagir (OCDE, 2013e).
4. Les pays de l'OCDE qui ont participé à l'Évaluation des compétences des adultes sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique (Communauté flamande), le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Fédération de Russie, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni (Angleterre et Irlande du Nord) et la Suède.

Références

- Currie, C. et al. (2012), *Social Determinants of Health and Well-being Among Young People. Health Behaviour in School-Aged Children (HBSC) Study: International Report from the 2009/2010 Survey*, Bureau régional pour l'Europe, Publications de l'OMS (Organisation mondiale de la Santé), Copenhague.
- Currie, C. et al. (2008), *Inequalities in Young People's Health: HBSC International Report from the 2005/2006 Survey*, Bureau régional pour l'Europe, Publications de l'OMS (Organisation mondiale de la Santé), Copenhague.
- Heckman, J.J., J. Stixrud et S. Urzua (2006), « The effects of cognitive and non-cognitive skills abilities on labour market outcomes and social behaviour », *Journal of Labor Economics*, Vol. 24, No. 3, pp. 411-482.
- Kautz, T. et al. (2014), « Fostering and Measuring Skills: Improving Cognitive and Non-cognitive Skills to Promote Lifetime Success », *Documents de travail de l'OCDE sur l'éducation*, No. 110, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5jxsr7vr78f7-en>.
- Layard, R. (2007), *Le prix du bonheur : Leçons d'une science nouvelle*, Armand Colin, Paris.
- Livingstone, S. et al. (2011), *EU Kids Online II: Final Report*, The London School of Economics, Londres.
- OCDE (2014), *Regards sur l'éducation 2014: Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2014-fr>.
- OCDE (2013a), *Base de données de l'OCDE sur l'emploi*, www.oecd.org/employment/database (consulté le 12 février 2014).
- OCDE (2013b), *Panorama de la santé 2013 : les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2013-fr.
- OCDE (2013c), « Le bien-être et la crise financière mondiale », *Comment va la vie ? 2013: Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2013-7-fr.

- OCDE (2013d), *Base de données de l'OCDE sur la famille*, www.oecd.org/social/family/database (consulté le 12 février 2014).
- OCDE (2013e), *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013 : Premiers résultats de l'Évaluation des compétences des adultes*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264204096-fr>.
- OCDE (2013f), *Principaux résultats de l'Enquête PISA 2012 : Ce que les élèves de 15 ans savent et ce qu'ils peuvent faire avec ce qu'ils savent*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results-overview-FR.pdf>.
- OCDE (2013g), *Résultats de PISA 2012 : Des élèves prêts à apprendre (Volume III) : Engagement, motivation et image de soi*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264205345-fr>.
- OCDE(2012a), *Inégalités hommes-femmes : Il est temps d'agir*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264179660-fr>.
- OCDE (2012b), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/env_outlook-2012-fr.
- OCDE (2012c), *Regards sur l'éducation 2012 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2012-fr>.
- OCDE (2011a), *Panorama de la santé 2011 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2011-fr.
- OCDE (2011b), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264119550-fr>.
- OCDE (2011c), *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr>.
- OCDE (2010a), *L'obésité et l'économie de la prévention : Objectif santé*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264084889-fr>.
- OCDE (2010b), *L'éducation, un levier pour améliorer la santé et la cohésion sociale, Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264086333-fr>.
- OCDE (2009), *Assurer le bien-être des enfants*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264059368-fr>.
- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264044210-fr>.
- OCDE (2007), *Comprendre l'impact social de l'éducation*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264034204-fr>.
- OMS (2008), *Comblent le fossé en une génération*, Organisation mondiale de la santé, Genève.
- Wolke, D. et al. (2013), « Impact of bullying in childhood on adult health, wealth, crime, and social outcomes », *Psychological Science*, Vol. 24, No. 10, pp. 1958-1970.



Extrait de :

Skills for Social Progress

The Power of Social and Emotional Skills

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264226159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Le rôle de l'éducation et des compétences dans le monde d'aujourd'hui », dans *Skills for Social Progress : The Power of Social and Emotional Skills*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264256491-4-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.